



La situation dans nos services s'aggrave encore...

Madame la Présidente,

Lors de son discours de politique générale devant l'Assemblée Nationale, le premier ministre n'a donné aucune perspective, ni ambition pour la fonction publique. Au contraire, une fois de plus, c'est le discours sur la réduction de la dépense publique avec la stigmatisation des fonctionnaires et agents publics qui est mise en avant face au creusement de la dette, pour masquer la responsabilité et la désinvolture de nos responsables envers la gestion budgétaire. Et l'addition pourrait s'avérer salée : mise à mal de nos services publics, réduction supplémentaire des moyens de fonctionnement, non remplacement d'agents, fusion de services, désengagement, revue de missions. Tous les ingrédients d'une cure d'austérité sont échafaudés. *La CGT dit STOP à la baisse dogmatique des effectifs. Chaque suppression d'emploi, chaque poste laissé vacant, c'est plus de travail pour les collègues. Les pertes d'emploi d'aujourd'hui entraînent les souffrances de demain.*

Localement, rien ne laisse présager que la DDT31 sera épargnée par les prochaines annonces.

En 2021, le suicide d'un de nos collègues nous a tous bouleversés et a entraîné des travaux par une commission dédiée. L'inspection de l'ISST l'année suivante a confirmé certains éléments pointés par la commission de compréhension et de prévention. Nous avons rappelé, lors de l'arrivée de Mme Pujo comme directrice de la DDT, l'importance des suites à donner à ce rapport au vu de ses conclusions. Aujourd'hui, nous attendons toujours ces suites et la situation dans les services s'aggrave encore. Ainsi, les effectifs de la DDT diminuent constamment, alors que la charge de travail ne cesse d'augmenter.

Le rapport social unique le dit : 246 agents en 2023 contre 251 agents en 2022, et pour 2025, il est déjà annoncé que la DDT est en sur-effectif et les heures écrêtées ne cessent d'augmenter. Pour colmater les besoins, la direction procède au recrutement de personnels précaires (29 contractuels en 2023 contre 41 contractuels en 2022). Or c'est la réduction des effectifs, l'abandon et le transfert des missions, qui entraînent de perpétuelles réorganisations et génèrent la perte de repères et l'augmentation des situations de stress et de mal-être au travail.

À cette surcharge de travail toujours plus lourde, s'ajoute une injonction de sur-qualité entraînée notamment par de multiples relectures de courrier (même les plus anodins). Certains courriers sont ainsi visés par une dizaine de personnes et laissent au rédacteur premier un sentiment d'infantilisation, une absence totale d'autonomie et de perte de confiance de sa hiérarchie, qui vient augmenter le malaise au travail.

L'organisation du travail à la DDT est en elle-même porteuse d'une aggravation des RPS. Le turn-over dans certains services doit vous alerter. Le travail en mode projet, parfois évoqué comme une solution, ne pourra se mettre en place qu'avec une réorganisation profonde de la DDT et une confiance dans les agents.

La CGT demande plus que jamais :

- Le respect des instances :** le CSA ne doit pas devenir une chambre d'enregistrement d'informations descendantes. Le passage ce jour en CSA du règlement intérieur sans réelle conclusion dans le groupe de travail dédié nous alerte sur l'association des OS souhaitée par la nouvelle direction.
- Des suites données pour agir sur la surcharge de travail et les RPS.** Des outils sont en place à la DDT (plan de prévention, COPIL RPS, ...). Mais quelles sont les suites données ? Quelle est la suite donnée au séminaire des cadres sur le sujet ? Le recrutement d'un chef de cabinet, sans priorisation de nos actions et des commandes n'aura que peu d'effet sur la charge de travail des agents.
- Le remplacement sans délai de l'assistante de prévention.** Les moyens doivent être mis en place afin que la prévention puisse fonctionner et exercer pleinement ses missions.